

L'accès aux génériques menacé dans des pays comme le Burundi

@rib News, 18/05/2010 - Source: ATSLa Déclaration de Berne (BD) et Médecins sans frontières (MSF) dénoncent l'influence des intérêts privés au détriment de la santé publique à l'Assemblée mondiale de la Santé. Les ONG critiquent le sous-financement des maladies négligées et les initiatives anti-contrefaçons. Financement de la recherche, lutte anti-contrefaçons, Échange de virus grippaux - potentiel pandémique: sur ces trois thèmes, les pays du Nord et leur attitude protectionniste vis-à-vis de l'industrie pharmaceutique se heurtent aux pays du Sud qui revendiquent un partage plus équitable des ressources et plus de flexibilités concernant les brevets, a expliqué la DB.

"Au milieu, l'OMS, en sérieuse perte de leadership. Les rapports de force économique-politiques et les intérêts privés risquent de l'emporter, une nouvelle fois, sur les besoins de santé publique", selon l'ONG. Depuis son adoption en mai 2008, le plan d'action de l'OMS pour relancer la recherche et le développement en faveur des maladies négligées n'est toujours pas opérationnel, ajoute la DB. Médecins sans frontières regrette de son côté que l'OMS ne propose pas de solutions nouvelles mais en reste au statu quo concernant les brevets. La DB et MSF dénoncent aussi la multiplication des initiatives visant à lutter contre les contrefaçons, "sous l'impulsion de la Suisse et d'autres pays industrialisés, partisans d'un durcissement des droits de propriété intellectuelle". Ces initiatives mettent en péril l'accès aux médicaments génériques, en utilisant une définition vague de la contrefaçon, affirme MSF, qui redoute que l'accès aux médicaments génériques soit bloqué dans des pays clés comme le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, le Rwanda et le Burundi.